



INSTAT

**INSTITUT
NATIONAL DE
LA STATISTIQUE**

**L'EMPLOI, LE CHOMAGE ET LES CONDITIONS D'ACTIVITE
DANS LES SEPT GRANDES VILLES DE MADAGASCAR**

Premiers résultats de l'enquête emploi 2000.

Second trimestre 2000

Emploi 2000 - Résumé

Rédigé par : RAMBELOMA Tiana, RAZAFINDRAVONONA Jean,
RAZAKAMANANTSOA Mamisoa, RANDRIANASOLO John Brice, ANDRIANJAKA
Nirina Haja, RAKOTOMANANA Faly et RAMILISON Eric

AVANT-PROPOS

Les résultats d'enquêtes présentés ici s'inscrivent dans un schéma d'études et de collaborations originales qui méritent d'être précisés.

1. - Un double objectif : l'analyse du fonctionnement du marché du travail et le suivi des conditions d'activités des ménages.

A l'instar de bon nombre de pays en voie de développement, Madagascar a mis la réduction de la pauvreté au cœur de sa politique économique. Pour qu'elle soit réussie, cette stratégie nécessite un suivi de la condition de vie des ménages, tant pour mesurer les efforts à faire que pour évaluer les résultats des décisions prises. Un dispositif de collecte d'information s'avère pour cela indispensable et constitue un volet important dans cette stratégie. En s'inscrivant dans cette logique, l'Institut National de la Statistique (INSTAT), fort de son rôle d'informateur principal en matières de données économiques, a continué à réaliser les enquêtes "1-2-3" initiées par le Projet MADIO depuis 1995. La première phase de ces enquêtes collecte des informations sur l'emploi et les conditions d'activité des ménages. Précédemment elle s'est limitée à la seule agglomération d'Antananarivo. Les réussites des éditions annuelles ont fait de Madagascar un des rares pays de l'Afrique Subsaharienne à disposer d'un instrument pérenne permettant de suivre en temps réel, l'évolution des principaux paramètres du marché du travail. L'intérêt de réaliser une enquête sur l'emploi est donc double : renseigner sur la condition de vie des ménages et sur la situation sur le marché du travail. Rappelons que le plein emploi, à l'instar de la croissance, de la maîtrise des prix et des comptes extérieurs forment les quatre éléments que les macro-économistes ont coutume d'appeler le "carré magique".

Sur un autre plan, un enjeu se présente avec l'avènement des provinces autonomes, une meilleure connaissance des réalités économiques provinciales, ici au niveau de chaque chef lieu de province s'impose dans la prise de décision. En effet, les textes adoptés au niveau national, même s'ils ont fait l'objet de concertation entre l'administration publique et une autre entité représentative n'appréhendent malheureusement pas toutes les problématiques économiques. A titre d'exemple, le salaire minimum fixé par l'administration publique n'a pas le même pouvoir d'achat d'une ville à l'autre, du fait de la différence de coûts de la vie dans ces localités. Plus généralement, étant donné la différence entre les villes ne serait-ce que pour le taux de chômage ou les caractéristiques des chômeurs, chaque province autonome doit être en mesure de promouvoir la stratégie économique qui est la plus adaptée.

Pour toutes ces raisons, des instruments appropriés doivent être retenus pour l'analyse de chaque milieu économique particulier. La première phase de l'enquête 1-2-3, s'avère être un instrument adapté pour le cas du milieu urbain. En effet à Madagascar, les ménages tirent leur revenu essentiellement de l'exercice d'une activité économique. Le secteur informel tient pour cela un rôle de premier plan dans la création d'emploi.

Dans sa rédaction, notamment au niveau de son plan, le présent rapport reprend la philosophie initiée par Mr François ROUBAUD, le précédent responsable de MADIO, pour les premiers résultats des enquêtes annuelles sur l'emploi, menées dans l'agglomération d'Antananarivo. L'objectif est de donner une interprétation simple et concise des réalités à partir des indicateurs calculés ; les analyses plus fouillées devant faire l'objet par la suite d'études thématiques. La rédaction est par ailleurs faite de façon à être accessible au public le plus large.

Pour cela, le document brosse la situation d'ensemble des marchés du travail des 7 grands centres urbains, tout en mettant en relief les problématiques ou les spécificités de chaque ville, pour chacun des thèmes allant de l'activité à la situation socio-démographique de la population, du chômage au mode d'insertion des ménages sur le marché du travail. Cette publication, qui comprend 9 chapitres, donne dans sa dernière partie la situation en chiffres de chacune des 7 grandes villes du pays en l'année 2000.

2. - Une collaboration exemplaire entre les unités de l'INSTAT, pour la mise en place d'un système d'information économiques national de qualité.

Pendant la première vie de MADIO, entre 1995 et 1998, l'objectif était de transférer la méthodologie à l'INSTAT. Depuis 1999, une mutation qui profite particulièrement à l'INSTAT vient d'avoir lieu. Elle facilite davantage le transfert méthodologique. Désormais, le Projet MADIO est devenu une entité à part entière de l'INSTAT. Sa dénomination est le Service des Etudes. A ce titre, il doit porter appui à l'INSTAT, notamment pour la réussite des missions de services publics dévolues à MADIO. Une forme de collaboration horizontale est donc établie pour l'enquête emploi. Deux services de l'INSTAT ont de concert préparé et mené l'opération de

collecte, la responsabilité revenant à **RAKOTOMANANA Faly**, le chef du Service Emploi et Revenu à la Direction des Statistiques des Ménages.

En année 2000, l'enquête emploi a été étendue aux cinq autres chefs lieux de province ainsi qu'à la ville d'Antsirabe. Cette extension a nécessité des moyens humains, techniques et logistiques plus conséquents. Elle a vu, au niveau de la collecte, l'implication de toutes les directions inter-régionales de l'INSTAT en province et celle d'Antsirabe, mais aussi de la Direction des Statistiques des Ménages, dirigée par **RAZAFINDRAVONONA Jean**.

3. - La réussite de l'opération et la préparation du futur

L'opération innovante à ses débuts en 1995 est actuellement routinisée. Le Projet MADIO, dans son souci de mieux se concentrer sur la valorisation des données collectées a délégué à des personnes aguerries aux techniques d'enquête, que le Projet a formées, le suivi de la collecte. Ce rôle a été assuré par **RASOLONJATOVO Hanitra**, membre de la Direction de la Synthèse Economique de l'INSTAT, et de **RABEMANANJARA Irène**, consultante. L'objectif à terme est pouvoir disposer des personnes compétentes comme ces dernières pour l'organisation logistique des opérations.

Etant donné l'ampleur de l'enquête, le renfort des personnes suivantes a été indispensable et salutaire lors de la formation en province des équipes de collecte : **RAZAKAMANANTSOA Mamisoa**, **RABESON Narisoa**, **RAJEMISON Harivelo**, des personnels de la Direction des Statistiques des Ménages qui se sont partagés les tâches avec l'équipe centrale de MADIO. L'organisation en province de la collecte, qui va du contrôle de qualité du travail des enquêteurs à la prise de contact et d'information des autorités locales, a été assurée par les Directeurs des antennes inter-régionales de l'INSTAT dont les noms suivent :

Nom & Prénoms

Mme RAHARIMANANA Beby
Mr. RANAIVOARIMANANA Honoré
Mr. JOUJOU Olivier Alfred
Mr. RABEMANANJARA Fils Pierre
Mr. RANDRIANANTENAINA Paulin
Mr RANDRIANJANAKA Naina

Direction inter-régionale

Antsiranana
Antsirabe
Toliary
Toamasina
Mahajanga
Fianarantsoa

L'équipe d'analyse des premiers résultats de l'enquête, qui a aussi rédigé le présent rapport, a été élargie à d'autres membres de l'INSTAT, que ceux qui ont participé à la collecte. Cette équipe est constituée de **RAMBELOMA Tiana**, **RAZAFINDRAVONONA Jean**, **RAZAKAMANANTSOA Mamisoa**, **RANDRIANASOLO John Brice**, **ANDRIANJAKA Nirina Haja**, **RAKOTOMANANA Faly** et **RAMILISON Eric**. Cet élargissement a fait comprendre aux collègues à l'INSTAT non membres de MADIO le processus complet de l'enquête emploi, de la phase préliminaire à l'exploitation. Cette forme de collaboration facilite le transfert de compétence au profit de l'INSTAT.

4. - Financement et remerciements.

En attendant, que l'Etat malgache puisse prendre entièrement en charge le coût de la collecte de l'information auprès des ménages, l'opération a été effectuée avec le concours financier des bailleurs de fonds de l'INSTAT, comme l'Union Européenne, à travers le programme STATMAD, et la Coopération Française. La restitution des résultats dans les villes de province doit être assurée par un crédit géré par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, ex-ORSTOM).

Finalement, nous tenons à remercier l'équipe des enquêteurs et des superviseurs qui ont travaillé dans des conditions parfois difficiles et surtout l'ensemble des 6 000 ménages répartis dans les sept grands centres urbains ; notamment les plus démunis d'entre eux, qui ont accepté de distraire quelques moments d'un temps précieux, le plus souvent consacré à la recherche d'activités économiques susceptibles de leur procurer des conditions de vie décentes et dignes. Nous osons espérer que les renseignements qu'ils ont bien voulu nous fournir serviront au développement de leur ville respectives.

RAMILISON Eric Norbert
Service des Etudes de l'INSTAT - PROJET MADIO II

RESUME

La population des ménages ordinaires des sept grands centres urbains compte 1 963 300 individus au second trimestre 2000, dont 61,3 % pour la capitale. Les femmes sont légèrement majoritaires, elles représentent 51,7 % d'ensemble. Cette structure est plus marquée à Fianarantsoa, où les femmes représentent 55 % de la population. L'âge moyen dans les sept GCU est de 24,1 ans. Les habitants de la ville de Fianarantsoa et Toliary sont les plus jeunes avec un âge moyen de 22,9 ans. Près de la moitié des habitants des sept GCU a moins de 20 ans, cette structure est plus marquée chez les Fianarois (52,4 % ont moins de 20 ans).

93,9 % des habitants des 7 grands centres urbains (GCU) sont chrétiens. Les musulmans et ceux qui se revendiquent de la religion traditionnelle représentent respectivement 1,6 % et 1,2 % de la population des 7 GCU.

5 villes parmi les 7 GCU composent dans une majorité absolue leur population respective par une seule ethnie. A Antananarivo ainsi qu'à Antsirabe, 89,1 % et 88,3 % des habitants se déclarent Merina, tandis que 70,3 % des Fianarois sont Betsileo. 51,3 % des habitants de Toamasina sont Betsimisaraka, alors que 51,7 % des Tuléarois sont Vezo. Par contre, **il n'y a pas d'ethnie dominante dans l'absolue à Antsiranana ou à Mahajanga.** Les Antakarana ne représentent qu'une majorité relative de 22 % des Antsiranaïses. **Les trois quart des Majungais appartiennent à des ethnies qui ne sont pas de la province.**

24,5 % des habitants des 7 GCU sont des migrants (c'est-à-dire qu'ils n'ont pas toujours vécu dans leur ville actuelle), mais c'est la ville d'Antananarivo qui en termes relatif observe le moins de flux rentrant migratoire. Seuls, 16,9 % des Tananariviens d'aujourd'hui ont migré vers cette ville.

La population urbaine a bénéficié, d'une part, de l'héritage d'une longue tradition de scolarisation caractérisant les valeurs sociales malgaches, et d'autre part de la meilleure performance du système éducatif mis en œuvre. Près de 83 % de l'ensemble de la population des sept GCU ont fréquenté l'école et cette proportion atteint 95 % chez les 6 ans et plus (âge théorique d'entrée à l'école primaire). Antananarivo et Antsiranana sont les villes les plus scolarisées avec 84 % de la population urbaine ayant fait l'école primaire. Par contre Antsirabe et Toliary sont les moins scolarisés : trois individus sur quatre seulement sont scolarisés. Les tendances sur une longue période sont variées d'une ville à une autre. A Toliary, seuls 68 % de la population urbaine ayant plus de 60 ans ont fréquenté l'école si la proportion équivalente pour l'ensemble des GCU est de 86 %. La majorité absolue des individus âgés de 75 ans et plus de Mahajanga n'a pas été scolarisée, alors que dans l'ensemble des GCU seul un individu sur cinq de la même sous population se trouve dans une situation similaire.

Sur l'ensemble des 7 villes, les enfants reçoivent plus de 2,4 années d'études que leurs pères et plus de 67 % des individus de 15 ans et plus sont plus éduqués que leur père. Cela montre l'effort considérable déployé d'une génération à l'autre en matière d'éducation et le développement de plus en plus rapide de l'enseignement, particulièrement en milieu urbain à Madagascar. On observe une longue tradition de scolarisation des habitants de la ville de Fianarantsoa par rapport à ceux des autres villes, puisque l'écart entre le niveau moyen d'étude des enfants et celui des pères, tous les deux étant relativement élevés, est plutôt faible : 1,8 années scolaires.

Madagascar se caractérise par un rôle très important du secteur privé éducatif. Parmi ceux qui ont fréquenté l'école, un tiers déclare y avoir fait leurs études. En moyenne 2/3 des scolarisés ont achevé leurs cursus scolaire dans un établissement public, mais si l'on trouve relativement plus de gens ayant fréquenté une école privée confessionnelle à Antsirabe, à Mahajanga et surtout à Fianarantsoa. La fréquentation d'une école privée non confessionnelle est plus importante à Antsiranana.

L'ensemble des sept grands centres urbains affiche un taux d'activité global de 58,9 %. Mais chaque ville suit certaines tendances qui la différencient des autres. Ainsi, la ville d'Antananarivo se trouve en première position avec un taux d'activité de 61,4 %. Cette ville a certainement l'avantage d'une diversité d'activité, et ce qui permet aussi à un nombre relativement élevé de femmes d'exercer un emploi. Les taux d'activité suivent une allure semblable en fonction de l'âge. Le maximum est généralement atteint entre 40 et 49 ans, avant cette tranche d'âge, les taux sont croissants pour devenir de plus en plus faibles au-delà des 49 ans. Au sein du ménage, c'est le chef de famille qui a le plus fort taux d'activité (88,1 % pour l'ensemble). La logique de l'insertion sur le marché de travail veut que la survie des ménages repose avant tout au chef de ménage, ensuite, lorsque cela devient nécessaire, la stratégie consiste à mobiliser le conjoint et les autres membres du ménage. Les chefs de ménage de Mahajanga et de Toamasina sont particulièrement actifs avec des niveaux assez élevés de taux d'activité (respectivement 91,0 % et 90,2 %), contrairement à d'autres grands centres urbains où le taux est relativement

faible chez les chefs de ménage. La population active de certaines villes est constituée de travailleurs qui viennent récemment de s'installer. Mahajanga, Antsiranana et Fianarantsoa en sont concernées.

La population inactive, par contre, est assez homogène du point de vue de l'âge. Elle est relativement jeune car la proportion des personnes ayant moins de 30 ans y est de 77 %. Cette population est composée des enfants du chef de ménage à concurrence de 59,2 %. Alors que les chefs de ménage y sont faiblement représentés (8,2 %). Les inactifs sont généralement pris en charge par d'autres personnes appartenant à leur famille. Si on analyse les causes de l'inactivité, on se rend compte que pour 196 800 personnes, l'absence d'activité correspond à un chômage déguisé.

L'on estime à 50 100 les chômeurs au sens du BIT dans les 7 GCU au mois de mai 2000, le taux de chômage est de 5,8 %. C'est indicateur atteint ses plus haut et bas niveaux à Toliary (11,7 %) et à Mahajanga (3,5 %). Au niveau des 7 GCU, le taux de chômage masculin est de 6 % contre 5,7 % pour celui des femmes. A Antsiranana, le taux de chômage féminin est de 11,3 % contre 5,4 % pour les hommes. En revanche à Fianarantsoa, avec sa valeur de 8,6 %, le taux de chômage masculin est supérieur de 3 points à celui des femmes.

52,2 % des chômeurs sont des hommes. L'âge moyen est de 26,7 ans, mais 88,5 % des chômeurs ont moins de 40 ans. Le niveau d'étude moyen des chômeurs des 7 GCU est de 7,8 années. Les primo-demandeurs composent 58 % des chômeurs. La durée moyenne du chômage est de 20 mois tandis que le minimum accepté par les chômeurs à l'embauche est de 261 000 Fmg.

On estime à 813 800 le nombre d'actifs occupés. Le taux de salarisation au niveau des 7 GCU est de 52,6 %, le plus fort niveau se voit à Toamasina : 62 %. Le secteur informel est le plus imposant car il regroupe 56 % des emplois existant. Mais, pour certaines villes de province, le secteur public continue à détenir une part relativement importante dans la population active occupée : un emploi sur cinq à Antsiranana et à Toamasina contre 13,4 % dans l'ensemble des 7 GCU.

Pour chacun des GCU, un peu plus de 8 actifs du secteur privé formel sur 10 sont des salariés. Si à Mahajanga, à Antananarivo, et à Antsirabe, seuls 4 emplois du secteur privé formel sur 10 appartiennent à des unités d'effectif inférieur ou égal à 20 employés, à Fianarantsoa (respectivement à Toliary et à Antsiranana), 73,5 % (respectivement 69,5 % et 67,2 %) des emplois privés formels se trouvent dans des unités d'effectif inférieur à 20 personnes. La zone franche recense 52 000 employés environ dans les 7 GCU. **Elle concentre 92 % de ses emplois dans la seule agglomération d'Antananarivo**, alors que les parts des emplois du secteur localisés à Toliary et Fianarantsoa seraient négligeables.

91,6 % des emplois dans le secteur informel proviennent d'unités de production de moins de 6 personnes, 58,7 % sont des auto-emplois. La pluri-activité concerne 74 400 individus sur les 813 800 actifs occupés dans les 7 GCU, ainsi, le taux de pluri-activité est évalué à 9,1 %. Dans la majorité des cas, soit avec un pourcentage de 77,1 % dans les 7 GCU, l'activité secondaire est non salariale.

Dans l'ensemble des 7 grandes villes de Madagascar, le revenu d'activité mensuel moyen est évalué à 302 000 Fmg au cours du deuxième trimestre de l'année 2000. Les villes peuvent être classées selon l'ordre décroissant du niveau de revenu : Antsiranana (428 000 Fmg), Toamasina (421 000 Fmg), Mahajanga (351 000 Fmg), Antananarivo (286 000 Fmg), Toliary (274 000 Fmg) et enfin Antsirabe (270 000 Fmg). Les employés du secteur public sont en général relativement mieux rémunérés que ceux du secteur privé formel sauf à Antsiranana et à Mahajanga. Cette suprématie du secteur public en termes de revenu peut s'expliquer en partie par l'importance des cadres dans la main-d'œuvre et l'ancienneté des employés.

On observe une inégalité assez forte entre les actifs occupés dans les grandes villes de Madagascar. L'indice de concentration de Gini est de 0,52. Par ailleurs, si plus de 43 % de la main-d'œuvre touchent en dessous de 160 000 Fmg qui est le salaire minimum en vigueur, près de 7 % gagnent plus de cinq fois que ce SMIG. L'inégalité est la plus forte à Toamasina et la moins accentuée dans la capitale. Et selon le secteur institutionnel, la distribution des revenus est plus inégalitaire dans le secteur privé que dans le secteur public.

Le sous-emploi apparaît comme le principal problème que rencontre le marché du travail urbain à Madagascar. Plus de 14 % des actifs occupés sont touchés par le sous-emploi lié à la durée du travail en travaillant moins de 35 heures contre leur gré. De plus, 44 % de la main-d'œuvre sont victimes d'autres formes de sous-emploi.

Ainsi, en combinant les trois indicateurs relatifs à la non satisfaction de l'offre de travail sur le marché (sous-emploi lié à la durée du travail, autres formes de sous emploi, chômage), nous obtenons un taux de sous-emploi global de 54,2 %, soit 468 500 personnes sur 864 200 actifs. La bonne performance du marché de travail à Antsiranana se confirme encore une fois, puisque le taux de sous-emploi global n'y dépasse pas 41 %. De l'autre côté, la situation est très alarmante pour les villes d'Antsirabe, de Toliary et aussi de Fianarantsoa.

Les marchés du travail urbains à Madagascar sont mal organisés. Malgré la prépondérance des emplois permanents même dans le secteur informel, une large majorité des actifs occupés n'a pas signé un contrat écrit ou n'a pas de bulletin de paie. Les relations avec l'emploi sont les plus fragiles à Fianarantsoa et Toliary, puisque plus de deux tiers des actifs occupés y travaillent sans contrat écrit. La sécurisation dans l'emploi n'est pas encore très développée dans toutes les grandes villes malgaches. La couverture sociale est peu répandue et le taux de syndicalisation est très faible.

La typologie des ménages permet aussi de discriminer le revenu total des ménages. Le montant de revenu dans les ménages publics est près de trois fois plus important que celui des ménages chômeurs/inactifs. Et les revenus des " *ménages formels* " sont de 66 % supérieur à ceux des " *ménages informels* ".

Par ailleurs, la ville de Toliary présente une situation précaire en matière d'emploi. Le taux de chômage des membres secondaires des ménages y est deux fois supérieur à la moyenne des sept grandes villes. Les emplois de cette ville sont les moins qualifiés (la proportion des cadres est de 3,9 %), les moins protégés (18,4 % d'actifs ayant un contrat) et parmi les moins rémunérés (274 000 Fmg). Si l'on regarde le revenu total d'activités de ménage, une importante disparité des villes se manifeste. Les villes de Toliary et d'Antsirabe se trouvent aussi en dernière position.

Antsiranana et Toamasina sont les villes les mieux loties, respectivement huit ménages sur dix et sept ménages sur dix se trouvant dans ces villes ont accès à l'électricité. 17 % et 22 % des ménages respectifs disposent de l'eau avec un robinet à l'intérieur de la maison, 22 % et 21 % des ménages respectifs disposent d'une aisance avec chasse d'eau individuelle. Tandis que Toliary et Fianarantsoa sont les plus mal loties, la moitié de la population de la ville de Toliary utilise l'électricité comme mode d'éclairage et l'autre moitié utilise encore des lampes à pétrole. Par ailleurs si près de 47 % des ménages des sept GCU habitent dans des maisons en dur, trois quart des ménages d'Antsirabe et un peu plus de la moitié des ménages de la capitale ont ce privilège. Par contre la proportion équivalente la plus faible se voit à Toliary (10 %).

Antananarivo, Toamasina et Antsiranana sont classées comme les villes contenant relativement plus de ménages mieux équipés. Cette catégorie de ménage est particulièrement prépondérante à Antsiranana, faisant ainsi de cette localité le GCU le plus riche. La proportion des ménages qui possèdent un poste téléviseur, un cuisinière à gaz ou électrique, un réfrigérateur, un téléphone ou encore une voiture, tant à Antananarivo, à Toamasina qu'à Antsiranana, est supérieure à la proportion moyenne des 7 GCU. Pour l'ensemble des GCU, un ménage sur deux a un poste téléviseur chez lui, mais si 61 % des ménages d'Antsiranana en possèdent, leurs homologues Tuléarois ne sont que 31 % à avoir le même privilège.

Si plus de 49 % des ménages des sept GCU sont propriétaires de leur logement, seulement 33 % détiennent un titre foncier. Pour la ville de Toliary, 74 % sont propriétaires de leur logement dont presque la moitié n'a pas de titre foncier.

TABLE DES MATIERES

(Nombre de pages :76)

AVANT-PROPOS.....	1
RESUME	3
I.- LA SITUATION SOCIO-DEMOGRAPHIQUE.....	6
POPULATION ET RELIGION	8
Le profil ethnique des 7 GCU.....	9
La migration.....	10
Scolarité.....	11
Composition des ménages.....	15
II.- L'ACTIVITE	16
Structures des taux d'activité	16
La population inactive.....	19
Le niveau scolaire des inactifs	19
Le statut et la source de revenu des inactifs.....	19
L'âge des inactifs.....	20
III. - LE CHOMAGE.....	22
Profils des taux de chômage.....	22
Qui sont les chômeurs ?	24
- Les primo-demandeurs	25
- Les anciens occupés.....	25
Caractéristiques et durée du chômage.....	26
Le mode de recherche d'emploi.....	26
Le type d'emploi recherché.....	26
Prétentions salariales des chômeurs	27
IV. - STRUCTURE ET DYNAMIQUE DES EMPLOIS	28
Dynamique des emplois sur longue période	34
La pluri-activité.....	35
V.- REVENUS DU TRAVAIL ET CONDITIONS D'ACTIVITE.....	36
Les revenus du travail dans l'emploi principal	36
Distribution des revenus d'activité.....	39
La situation de sous-emploi dans les grandes villes de Madagascar.....	41
Conditions de travail et prestations des travailleurs dépendants	44
VI.- INSERTION DES MENAGES SUR LE MARCHE DE TRAVAIL	46
VII.- CARACTERISTIQUES DE L'HABITAT PAR TYPE DE MENAGES.....	51
Les conditions d'habitation par grand centre urbain.....	51
Les conditions d'habitation discriminent les ménages.....	52
Taux d'équipement par grand centre urbain	53
Un accès à la propriété limité.....	54
VIII.- TRAJECTOIRES ET PERSPECTIVES	56
La mobilité sociale entre générations.....	56
La mobilité scolaire.....	56
La mobilité professionnelle.....	58
Le type d'emplois désirés par les jeunes générations.....	60
GRANDS CENTRES URBAINS EN CHIFFRES	63
METHODOLOGIE	

INDEX DES TABLEAUX

<u>Tableau I.-1</u> : Structure de la population par ville.....	6
<u>Tableau I.-2</u> : La répartition de la population des GCU selon la religion pratiquée (en %)......	8
<u>Tableau I.-3</u> : Structure de la population par ville.....	10
<u>Tableau I.-4</u> : Pourcentage de la population ayant fréquenté l'école.....	11
<u>Tableau I.-5</u> : Type d'école fréquentée par ville.....	13
<u>Tableau I.-6</u> : Pourcentage de la population sachant parler le français par ville.....	14
<u>Tableau I.-7</u> : Composition des ménages par ville.....	15
<u>Tableau I.-8</u> : Proportion des ménages dirigés par des femmes selon la composition des ménages (% sur l'ensemble des ménages).....	16
<u>Tableau II.-1</u> : Taux d'activité global par ville, selon le genre et les classes d'âge agrégées.....	17
<u>Tableau II.-2</u> : Taux d'activité selon le statut au sein du ménage pour les 7 villes.....	18
<u>Tableau II.-3</u> : Répartition de la population active et potentiellement active en sédentaires et migrants.....	18
<u>Tableau II.-4</u> : Récapitulation des données relatives à l'activité.....	21
<u>Tableau III.-1</u> : Taux de chômage par GCU selon le genre et par âge.....	23
<u>Tableau III.-2</u> : Taux de chômage par GCU selon le cycle d'étude.....	23
<u>Tableau III.-3</u> : Caractéristiques des chômeurs et durée du chômage.....	25
<u>Tableau III.-4</u> : Prétentions salariales, propension à réviser la prétention salariale et salaire de réservation selon les GCU.....	28
<u>Tableau IV.-1</u> : Effectif, taux de salarisation, proportion des migrants, des femmes et d'actifs appartenant à une ethnie de la région.....	28
<u>Tableau IV.-2</u> : Répartition de l'emploi par branche selon les GCU.....	29
<u>Tableau IV.-3</u> : Répartition de l'emploi par secteur institutionnel selon les GCU.....	30
<u>Tableau V.-1</u> : Niveau de revenus d'activités par secteur institutionnel et par ville (revenus mensuels moyens en 1000 Fmg).....	36
<u>Tableau V.-2</u> : Ancienneté dans l'emploi par secteur institutionnel et par ville (en nombre d'années vécues dans l'emploi).....	37
<u>Tableau V.-3</u> : Horaire hebdomadaire de travail par secteur institutionnel et par ville (en nombre d'heures de travail effectif).....	38
<u>Tableau V.-4</u> : Niveau de revenus d'activités par branche d'activité et par ville (revenus mensuels moyens en 1000 Fmg).....	39
<u>Tableau V.-5</u> : Niveau de revenus par secteur institutionnel et catégorie socioprofessionnelle (revenus mensuels moyens en 1000 Fmg).....	41
<u>Tableau V.-6</u> : Taux de sous emploi lié à la durée de travail par secteur institutionnel et par ville (en pourcentage dans l'ensemble de la main d'œuvre).....	42
<u>Tableau V.-7</u> : Taux de bénéficiaires de prestations par secteur institutionnel en 2000 (en pourcentage dans l'ensemble des travailleurs dépendants).....	45
<u>Tableau VI.-1</u> : Distribution des différentes catégories de ménage.....	46
<u>Tableau VI.-2</u> : Répartition des ménages par grand centre urbain.....	46
<u>Tableau VI.-3</u> : Principales caractéristiques des chefs de ménage par type de ménages.....	47
<u>Tableau VI.-4</u> : Caractéristiques des chefs de ménages par GCU.....	47
<u>Tableau VI.-5</u> : Principales caractéristiques des membres secondaires par type de ménages.....	48
<u>Tableau VI.-6</u> : Caractéristiques des membres secondaires par GCU.....	48
<u>Tableau VI.-7</u> : Revenus d'activité des ménages par type de ménages (en 1000 Fmg par mois).....	49
<u>Tableau VI.-8</u> : Revenus d'activité des ménages par GCU (en 1000 Fmg par mois).....	49
<u>Tableau VI.-9</u> : Origine du revenu d'activité des ménages par type de ménages.....	49
<u>Tableau VI.-10</u> : Origine du revenu d'activité des ménages par GCU.....	50
<u>Tableau VII.-1</u> : Principaux éléments de confort de l'habitat par grand centre urbain.....	52
<u>Tableau VII.-2</u> : Principaux éléments de confort de l'habitat discriminant les catégories de ménages pour l'ensemble des sept GCU.....	53
<u>Tableau VII.-3</u> : Principaux éléments d'équipement par grand centre urbain.....	54
<u>Tableau VII.-4</u> : Principaux éléments d'équipement discriminant les catégories de ménages.....	54
<u>Tableau VII.-5</u> : Mode d'occupation des logements par GCU.....	55
<u>Tableau VII.-6</u> : Mode d'occupation des logements par catégorie de ménages.....	55
<u>Tableau VIII.-1</u> : Nombre moyen d'années d'études du père et de ses enfants selon la génération, le sexe et par ville... ..	57
<u>Tableau VIII.-2</u> : Pourcentage des individus ayant un niveau d'éducation au moins autant que le père par ville et selon le niveau d'éducation du père (pourcentage sur l'ensemble des individus de 15 ans et plus.....	57
<u>Tableau VIII.-3</u> : Table de mobilité scolaire.....	58

<u>Tableau VIII.-4</u> : Table de mobilité inter-générationnelle suivant la catégorie socioprofessionnelle :CSP.....	59
<u>Tableau VIII.-5</u> : Probabilité pour un enfant de rester dans la branche du père par ville.....	60
<u>Tableau VIII.-6</u> : Revenu mensuel moyen selon la satisfaction des jeunes travailleurs par ville.....	62
<u>Tableau VIII.-7</u> : Emploi désiré par les jeunes et création d'emploi : le rêve impossible.....	62

INDEX DES GRAPHIQUES

<u>Graphique I.-1</u> : Pyramides des âges par ville.....	6
<u>Graphique I.-2</u> : Niveau scolaire par classe d'âge.....	14
<u>Graphique II.-1</u> : Répartition de la population inactive selon l'âge.....	20
<u>Graphique III.-1</u> : Taux de chômage par sexe et par âge dans l'ensemble des 7 grandes villes.....	22
<u>Graphique IV.-1</u> : Répartition des actifs occupés des 7 GCU par âge et par type d'emplois.....	33
<u>Graphique IV.-2</u> : Dynamique de la création brute d'emplois dans les 7 GCU par secteur institutionnel.....	34
<u>Graphique V.-1</u> : Distribution des revenus de l'emploi principal par ville.....	40
<u>Graphique V.-2</u> : La situation de sous emploi par ville.....	43

METHODOLOGIE

L'objectif de l'extension de l'enquête emploi dans les grands centres urbains est multiple. C'est une enquête statistique permettant d'appréhender l'emploi et les activités économiques des ménages urbains, notamment dans le secteur informel. Le fait de réaliser dans les différentes villes de Madagascar donne la possibilité de fournir des informations supplémentaires en vue d'appuyer le processus d'installation des provinces autonomes. Les données obtenues sont utilisées aussi pour mener une étude comparative des marchés du travail en milieu urbain. Il faut mentionner aussi que l'enquête emploi en milieu urbain entre dans le cadre du dispositif statistique de suivi de la pauvreté à Madagascar mis en place par l'Institut National de la Statistique.

L'enquête a été menée dans les agglomérations des 7 grandes villes de Madagascar : Antananarivo, Antsirabe, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina, Toliara. A partir des cartes topographiques utilisées lors du Recensement Général de la Population et de l'Habitat en 1993 (RGPH93) et les limites administratives des communes urbaines respectives de ces villes, les limites réelles des agglomérations ont été obtenues, après validation sur terrain. L'agglomération est définie comme un ensemble d'habitations connexes (les solutions de continuité ne devant pas dépasser 200 mètres.)

Le plan de sondage retenu utilise la technique des enquêtes aréolaires à deux degrés, le premier consistant en un tirage de segments (constitués dans la plupart des cas de fokontany), et le second sélectionnant des ménages dans ces segments. A l'intérieur des frontières des agglomérations concernées, les segments tirés proviennent de l'échantillon-maître de zones de dénombrement mis au point par la DDSSS de l'INSTAT à partir du RGPH93. Il s'agit d'un sondage stratifié (4 strates ont été retenues en fonction du type d'habitat et du niveau d'instruction) avec tirage aléatoire proportionnel à la taille de la population. Au second degré, l'échantillon des ménages ayant été exhaustivement dénombrés dans l'ensemble des segments tirés au premier degré.

Les opérations de dénombrement des ménages ont eu lieu en avril-mai 2000 et la collecte sur terrain en juin-juillet 2000. Les mois d'août-septembre-octobre 2000 ont été consacrés à la saisie des données et à l'apurement des fichiers. Les analyses ont été effectuées au cours du mois de janvier-février 2001, tandis que la publication et la diffusion des premiers résultats sont réalisées en mars 2001.

Quelques chiffres sur l'enquête emploi dans les 7 grandes villes de Madagascar en 2000.

Ville	Antananarivo	Antsirabe	Antsiranana	Fianarantsoa	Mahajanga	Toamasina	Toliara	Total
Segments enquêtés	108	11	12	8	16	16	8	179
Ménages dénombrés	35 585	3 032	4 121	1 580	5 608	4 307	2 606	56 839
Ménages enquêtés	2 999	500	501	506	504	501	509	6 020
Individus totaux	12 461	2 216	2 029	2 606	2 010	2 106	2 449	25 877
Individus de 10 ans et plus	9 537	1 594	1 508	1 916	1 481	1 578	1 765	19 379
Actifs occupés	5 685	852	727	925	797	811	791	10 588
Chômeurs	278	64	72	68	29	84	101	696

Source : Enquête emploi urbain 2000, nos propres calculs

CONCEPTS ET INDICATEURS

Population en âge de travailler : population âgée de 10 ans et plus.

Population active : chômeurs plus population active occupée.

Chômeurs : personnes n'ayant pas travaillé (ne serait-ce qu'une heure) lors de la semaine précédant l'enquête, et ayant recherché un emploi au cours du mois précédant l'enquête.

Population active occupée : population ayant travaillé au moins une heure au cours de la semaine précédant l'enquête, plus les personnes n'ayant pas travaillé mais qui ont normalement un emploi et qui sont soit en vacance, soit malades, soit en grève, soit qui sont en arrêt provisoire de travail, plus tous les individus qui doivent commencer à travailler au cours du mois suivant l'enquête.

Secteur Informel : ensemble des unités de production qui ne possèdent pas de numéro statistique (n°STAT), ou, dans le cas des patrons et des travailleurs à leur propre compte, qui ne tiennent pas de comptabilité.

Taux d'activité : rapport de la population active à la population en âge de travailler.

Taux de chômage : rapport du nombre de chômeurs à la population active.

Taux de dépendance : rapport du nombre de personnes au chômage ou inactives, au nombre d'actifs occupés dans chaque ménage.

Taux de salarisation : rapport du nombre de salariés, à la population active occupée.

Taux de pluri-activité : rapport du nombre de personnes exerçant un ou plusieurs emplois secondaires, à la population active occupée.

Taux de sous-emploi visible : rapport du nombre d'actifs occupés travaillant involontairement moins de 35 heures par semaine, à la population active occupée.

Taux de sous-emploi invisible : rapport du nombre d'actifs occupés gagnant moins que le salaire minimum horaire, à la population active occupée. Pour les comparaisons inter-temporelles 1995, 1996, 1997, le salaire minimum retenu correspond à l'équivalent en pouvoir d'achat du salaire minimum horaire en vigueur au moment de la première enquête en 1995.

Taux de sous-emploi global : rapport du nombre de chômeurs, et d'actifs occupés en situation de sous-emploi (visible ou invisible), à la population active.

Les marchés du travail urbains en chiffres : Les 7 grandes villes de Madagascar 2000

	Antananarivo	Antsirabe	Antsirana- na	Fianarantsoa	Mahajanga	Toamasina	Toliara
Situation Socio-démographique							
Population	1 200 900	145 700	71 100	125 700	131 600	175 100	113 200
Age médian	21 ans	19 ans	20 ans	18 ans	20 ans	21 ans	19 ans
Proportion de migrants	16,9%	30,7%	35,2%	46,3%	47,5%	37,5%	23,9%
Taux net de scolarisation primaire	87,4%	90,6%	91,6%	89,3%	81,1%	85,9%	79,2%
Taux net de scolarisation secondaire (1er cycle)	35,2%	41,1%	45,5%	31,2%	50,4%	37,1%	22,7%
10 ans et + parlant le français couramment	26,4%	15,7%	25,1%	16,9%	26,5%	27,0%	12,5%
Nombre de ménages	244 000	32 900	17 400	24 300	32 500	41 400	23 400
Taille moyenne des ménages	4,9	4,4	4,0	5,1	4,0	4,2	4,8
Proportion de ménages dirigés par une femme	18,2%	20,9%	33,1%	26,6%	20,7%	18,8%	33,0%
Activité							
Nombre d'actifs	556 900	60 300	27 800	48 000	53 800	75 300	42 300
Tau d'activité	61,4%	57,4%	51,9%	52,2%	56,2%	57,1%	51,6%
Taux d'activité des hommes	66,3%	64,9%	60,2%	62,1%	67,5%	68,4%	60,4%
Taux d'activité des femmes	56,8%	50,5%	44,9%	44,0%	46,0%	46,7%	44,0%
Taux d'activité des 10-14 ans	7,4%	6,0%	1,0%	5,2%	2,7%	3,7%	1,1%
Nombre de travailleurs vailleurs découragés	121 300	15 200	3 700	11 300	21 300	11 900	12 100
Chômage							
Nombre de chômeurs	27 100	4 300	2 200	3 400	1 900	6 300	4 900
Taux de chômage	4,9%	7,2%	8,2%	7,2%	3,5%	8,4%	11,7%
Taux de chômage des hommes	5,1%	7,0%	5,4%	8,6%	4,5%	7,1%	12,8%
Taux de chômage des femmes	4,7%	7,5%	11,3%	5,7%	2,2%	10,1%	10,4%
Proportion de primo-demandeurs	53,6%	42,8%	58,5%	51,8%	52,7%	62,5%	73,2%
Durée moyenne du chômage (mois)	18,0	21,1	23,2	24,0	11,8	27,5	27,6
Proportion de chômeurs de longue durée	50,7%	49,0%	71,1%	63,3%	35,0%	52,0%	70,3%
Salaires de réservation des chômeurs (1 000 fmg)	263	220	372	225	413	273	
Emploi							
Nombre d'actifs occupés	529 700	55 900	25 500	44 500	52 000	68 800	37 400
Proportion d'emplois							
dans l'administration publique	8,2%	9,3%	12,6%	14,5%	9,8%	6,1%	14,5%
dans les entreprises publiques	2,2%	0,9%	8,0%	2,8%	3,6%	13,6%	2,8%
dans le secteur privé formel	32,7%	26,0%	31,7%	15,3%	25,6%	32,0%	14,1%
dans le secteur privé informel	55,4%	61,9%	46,3%	64,7%	59,3%	46,3%	66,8%
Nombre d'heures ouvrées par semaine	43,7	45,6	47,7	43,9	41,4	46,2	45,3
Taux de salarisation	53,1%	44,1%	59,6%	44,9%	50,0%	62,1%	47,5%
Taux de pluri-activité	10,4%	8,2%	8,6%	7,6%	6,3%	4,9%	6,2%
Revenus mensuels							
Revenu mensuel moyen dans l'emploi principal	286	239	428	270	351	421	274
Revenu mensuel médian dans l'emploi principal	200	172	280	150	235	225	155
Revenu mensuel moyen							
dans l'administration publique	526	431	427	476	499	421	373
dans les entreprises publiques	598	729	460	678	458	562	308
dans le secteur privé formel	329	311	538	346	520	484	303
dans le secteur informel	211	169	338	186	251	298	246
Taux de sous-emploi lié à la durée du travail	13,9%	20,7%	8,3%	19,2%	15,5%	10,2%	13,8%
Taux de autres formes de sous-emploi	43,2%	49,6%	30,2%	51,1%	37,6%	43,6%	50,5%
Taux de sous-emploi global	55,6%	68,0%	44,5%	67,0%	50,6%	57,3%	69,8%
Revenu total moyen du ménage	656	427	673	520	575	717	455
Revenu moyen par tête	133	96	164	100	142	169	94